

Recommandations au Comité des finances

Le 11 août 2011

Présenté par :

Cherylynn Walters, présidente et chef de la direction, et Colleen Stinson, directrice des projets spéciaux

Marieval Enterprise Center Inc.

C.P. 236

Grayson, SK

S0A 1E0

et

Marie Prebushewski, directrice générale et chef de projet

Thickwood Hills Business and Learning Network Inc.

C.P. 100

Hafford, SK S0J 1A0

Téléphone (306) 549-4726

Télécopieur (888) 259-5997

Résumé

Une main-d'œuvre préparée et qualifiée est essentielle pour que la population active canadienne soit concurrentielle. Pour ce faire, il faut des programmes qui appuient des collectivités, des entreprises et des travailleurs qualifiés, avertis et tournés vers l'avenir. Nos recommandations sont axées sur le développement et la croissance des collectivités rurales, éloignées et autochtones. Nous estimons que le financement pluriannuel du Programme d'accès communautaire, de l'éducation environnementale et de la préparation communautaire constitue un investissement rentable et qu'il est essentiel pour que les Canadiens participent pleinement à l'économie du savoir et à l'économie verte.

Recommandation 1 : Appuyer le Programme d'accès communautaire

Contexte

Les compétences en informatique sont essentielles selon l'Enquête internationale sur l'alphabétisation et les compétences des adultes (2003). Afin que les Canadiens puissent soutenir la concurrence dans l'économie mondiale, ils doivent avoir accès à des ordinateurs, à Internet haute vitesse et aux technologies de l'information et des communications. Les Canadiens peuvent ainsi améliorer leurs compétences numériques et participer à l'économie mondiale en étant des citoyens branchés. Mais tous les Canadiens n'ont pas un accès égal à Internet haute vitesse ou aux technologies de l'information et des communications (TIC), aux ordinateurs et au

vaste éventail d'activités et de possibilités offertes sur Internet. Cet écart d'accessibilité entre les personnes, les ménages, les entreprises et les lieux géographiques à divers niveaux socioéconomiques constitue ce qu'on appelle le **fossé numérique**.

Le Programme d'accès communautaire (PAC) est une initiative du gouvernement du Canada, administrée par Industrie Canada, qui vise à combler le fossé numérique. À l'échelle nationale, le programme coûte 14,4 millions de dollars. Le PAC fournit aux Canadiens un accès public à Internet à un prix abordable et leur apprend comment s'en servir efficacement. Le PAC aide les Canadiens, partout où ils vivent, à saisir les nouvelles possibilités qu'offre l'économie du savoir. Au début du PAC, des lieux publics comme des entreprises, des écoles, des bibliothèques et des centres communautaires ont servi de voie d'accès à l'autoroute de l'information et fourni un soutien et une formation en informatique. Le PAC est maintenant devenu un véhicule de développement communautaire et économique, en particulier dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones. Le PAC joue un rôle crucial pour combler le fossé numérique. Il est un fondement de l'accès électronique aux services gouvernementaux; il favorise l'apprentissage en ligne; il encourage le développement d'infrastructures communautaires et il stimule le commerce électronique au Canada.

Au PAC, s'ajoute son volet jeunesse, l'[Initiative jeunesse du Programme d'accès communautaire \(IJ\)](#). L'Initiative jeunesse offre des possibilités d'emploi à de jeunes Canadiens de 15 à 30 ans, dans divers sites du PAC d'un océan à l'autre. Bien souvent, c'est la première expérience professionnelle pour ces jeunes. Le programme aide les jeunes à acquérir un vaste éventail de compétences professionnelles: affaires, informatique, technologies de l'information et des communications, etc. Ces compétences aident les jeunes dans leur future carrière.

En résumé, le PAC est un catalyseur du changement économique et social dans nos collectivités. Le PAC est rentable pour le développement communautaire et le développement des jeunes. Il continue d'appuyer l'accès des régions rurales à Internet haute vitesse et le développement du commerce électronique. Le PAC abolit les obstacles socioéconomiques pour ceux qui seraient autrement laissés pour compte, en réduisant le fossé technologique. Il permet aux collectivités rurales, éloignées et autochtones de renforcer les capacités de leurs ressources humaines en développant les compétences numériques, en permettant d'acquérir des compétences professionnelles et en créant des possibilités d'apprentissage continu. Il permet aux collectivités rurales de participer au commerce électronique et de trouver des solutions économiques et sociales novatrices pour participer à l'économie mondiale tout en réduisant l'isolement rural. Le PAC a évolué; il joue un rôle stratégique dans le développement économique et communautaire et dans le développement des jeunes, en particulier dans les collectivités rurales, éloignées et autochtones.

Recommandation 1 : Maintenir le financement pluriannuel du Programme d'accès communautaire (PAC) au niveau actuel afin de permettre aux collectivités d'élaborer des plans

de développement et d'optimiser les retombées du programme. Le coût du maintien du programme à l'échelle nationale est de 14,4 millions de dollars.

Recommandation 2 : Initiatives environnementales

Contexte

Les pénuries d'énergie, le renchérissement de l'essence et les changements météorologiques obligent les Canadiens à réduire leurs coûts et à prendre des mesures pour améliorer l'efficacité énergétique dans les maisons et les entreprises. La consommation d'énergie dans les maisons est la troisième plus importante utilisation de carburants fossiles au Canada. D'après l'Office de l'efficacité énergétique, les Canadiens ont dépensé 152 milliards de dollars pour chauffer et climatiser leurs maisons en 2005, ce qui représente 15 % des émissions de gaz à effet de serre du Canada. Mais de nombreuses provinces, comme l'Ontario, s'efforcent de contenir la demande de chauffage, de climatisation et d'électricité des entreprises et des résidents. La croissance de l'industrie dans certaines régions du Canada exerce aussi des pressions sur les ressources énergétiques. En Saskatchewan, la croissance des mines de potasse et l'expansion du secteur pétrolier et gazier exerceront des pressions considérables sur la consommation d'électricité dans la province. Les résidents de la Saskatchewan constatent déjà des hausses des coûts de l'électricité et des pannes d'électricité à cause de la forte consommation d'énergie et du vieillissement des infrastructures, ainsi qu'une hausse de la demande attribuable à l'expansion de l'industrie, une augmentation de l'immigration et la hausse récente de 4,5 % des coûts énergétiques. Ces facteurs déclenchent des signaux d'alarme quant à l'abordabilité et la durabilité de notre économie.

Les sources d'énergie renouvelable deviennent une solution de rechange viable pour combler nos besoins énergétiques actuels. Par exemple: l'énergie solaire et éolienne sont des sources d'énergie renouvelable propre pour lesquelles le prix baisse et la demande augmente. On ne semble pourtant pas savoir comment intégrer ces autres sources d'énergie dans nos économies, nos maisons et nos entreprises. Les entreprises et les résidents doivent aussi contribuer à créer des efficacités énergétiques, réduire le gaspillage et les gaz à effet de serre par des rénovations domiciliaires, leurs choix de consommation et leur comportement à la maison.

L'investissement dans les sources d'énergie renouvelable et l'éducation environnementale encourage une culture de développement d'entreprises vertes et d'innovation chez les adultes, dans la collectivité et chez les jeunes entrepreneurs. Il permet de réduire les coûts à long terme de l'énergie, renforce l'autosuffisance énergétique, crée des partenariats novateurs, prépare notre main-d'œuvre pour qu'elle occupe des emplois verts et stimule l'entrepreneuriat écologique.

En résumé, les programmes d'éducation environnementale renforcent et exploitent le potentiel des technologies vertes de réduire les émissions de gaz à effet de serre, et influent directement sur les changements climatiques. Le changement n'est possible que lorsque les gens comprennent, acceptent et agissent. L'éducation environnementale prépare mieux les

particuliers, les entreprises et les collectivités à exploiter l'écologisation de nos collectivités et de nos économies, renforce leurs compétences environnementales, et protège leurs ressources naturelles pour l'avenir. Elle réduira les coûts à long terme de l'énergie pour les gouvernements fédéral et provinciaux.

Recommandation 2 : Établir un fonds pour aider les petites et moyennes entreprises sans but lucratif à créer des programmes de sensibilisation environnementale qui informeront les particuliers, les groupes et les entreprises sur les débouchés verts, les sources d'énergie renouvelable, les programmes de recyclage communautaires et la manière d'obtenir d'accroître l'efficacité énergétique dans les commerces et les ménages. Le coût de ce programme serait de 4,2 millions de dollars, répartis également entre les provinces et les territoires.

Recommandation 3 : Soutien financier pour aider les collectivités rurales, éloignées et autochtones à élaborer des plans stratégiques et de préparation aux situations d'urgence

Contexte

De nombreuses petites collectivités rurales n'ont pas de plan communautaire de développement socioéconomique ni de plan d'urgence. Les collectivités rurales, éloignées et autochtones sont confrontées à des situations d'urgence, des infrastructures vieillissantes et des besoins de développement économique et social. Par exemple, de graves inondations ont pesé lourdement sur les systèmes d'égout vieillissants et contaminé l'approvisionnement en eau de certaines municipalités. De nombreuses collectivités n'ont pas les ressources pour remplacer l'infrastructure vieillissante ni de plan pour faire face à ces situations d'urgence. Les collectivités doivent élaborer des plans de développement économique communautaire, créer des emplois et stimuler la croissance future.

Recommandation 3 : Fournir un soutien financier pour aider les collectivités rurales, éloignées et autochtones à élaborer des plans stratégiques et des plans d'urgence. Cette initiative coûterait 3,6 millions de dollars, soit 300 000 \$ par province ou territoire.

Biographies

Cherylynn Walters

Cherylynn Walters, présidente et formatrice principale de CHS Enterprises Inc., possède trois diplômes de l'Université de la Saskatchewan – baccalauréat en éducation physique, baccalauréat en éducation et maîtrise en administration des affaires. Elle est membre du conseil de l'entrepreneurship du gouvernement provincial et conseillère régionale de l'Université de la Saskatchewan. Après avoir quitté l'enseignement, Cherylynn a été pendant deux ans vice-présidente au Marketing dans une entreprise de biotechnologie de la Saskatchewan et a participé à ce titre à des activités internationales – transferts de technologie en Asie du Sud-Est et en Inde. Cherylynn a quitté le secteur privé et est allée travailler à la Banque de développement du

Canada, où elle a été pendant un peu moins de deux ans directrice de la formation en affaires. Quand elle était à la BDC, Cherylynn a élaboré et mis en place des programmes relatifs à ISO 9000, à la formation des nouveaux exportateurs, à la formation en entrepreneuriat et au développement économique communautaire.

Cherylynn est en affaires depuis plus de 18 ans et, depuis 12 ans, elle est présidente et chef de la direction de Marieval Enterprise Center, une entreprise interculturelle de ressources technologiques. Cherylynn travaille avec les entrepreneurs et les collectivités de la Saskatchewan rurale depuis plus de 20 ans et offre des ateliers aux entreprises et des séances de planification communautaire. Elle possède une vaste expérience en gestion de projets, en développement des entreprises et dans tous les aspects de la technologie. Cherylynn Walters est également présidente et chef de la direction de Marieval Enterprise Center (MEC) Inc.

Colleen Stinson

Colleen est directrice des projets spéciaux à Marieval Enterprise Center Inc (MEC), un organisme sans but lucratif de la Saskatchewan rurale, qui vise à offrir des possibilités de développement technologique et professionnel. Colleen gère des projets spéciaux pour MEC et participe à la gestion du développement technologique dans 68 lieux/partenariats le sud-est de la Saskatchewan.

Colleen a obtenu un baccalauréat spécialisé en études comparatives sur le développement, mineure en études environnementales. Elle poursuit des études de maîtrise en administration des affaires, avec spécialisation en développement économique communautaire. Colleen est boursière de ce programme de maîtrise. Elle parle couramment l'anglais et a une connaissance pratique du français et de l'espagnol.

Marie Prebushewski

Marie Prebushewski est directrice générale du Thickwood Hills Business & Learning Network, un organisme sans but lucratif de la Saskatchewan rurale, qui vise à développer les compétences technologiques et professionnelles. Marie a un baccalauréat et une maîtrise en éducation. Elle parle couramment l'anglais et le français.

Le Thickwood Hills Business and Learning Network regroupe 68 sites communautaires du PAC, dont 20 sites des Premières nations, et trois sites métis et non autochtones. Parallèlement à ce réseau, Marie gère le Réseau de services aux entreprises autochtones pour la moitié occidentale de la Saskatchewan. Ce programme aide à développer de petites entreprises autochtones et l'entrepreneuriat autochtone. Depuis 2007, Marie a réussi à créer des coopératives dans des collectivités autochtones, de concert avec des activités ciblées de développement économique. Deux coopératives sont maintenant constituées en société.

Marie siège actuellement au conseil d'administration de Télécommunautés Canada (TC), le porte-parole du PAC. Elle est également membre du conseil consultatif national du Older Adults and Technology Program.

Marie a obtenu un contrat de la Société financière internationale en 2001 pour donner des cours en Ukraine. De 2002 à 2004, elle a été directrice de projet pour un programme de développement agricole et rural dans les régions rurales de l'ouest de l'Ukraine.